

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cité administrative
BP1708
65017 Tarbes

Tarbes, le 03/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PSI

570 rue Peyrehitte
B.P. n 9
65300 Lannemezan

Références : 2024-0341-Dp
Code AIOT : 0006802706

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/06/2024 dans l'établissement PSI implanté Pôle environnemental de Lannemezan Chemin des Marnières 65300 Lannemezan. L'inspection a été annoncée le 18/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Avant tout dépôt de déchets dans une installation de stockage, le préfet fait procéder par l'Inspection des installations classées à une visite du site afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. L'admission des déchets ne peut débuter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées. C'était donc l'objectif de ce contrôle du 26 juin 2024.

Le 18 juin 2024, la société PSI a en effet informé le préfet de la fin des travaux d'aménagement de l'installation par un dossier technique réalisé par un organisme tiers chargé d'établir la conformité

de l'installation aux conditions fixées par l'arrêté ministériel modifié du 15/02/2016 relatif aux installations de stockage des déchets.

Les travaux effectués dans le cadre de l'aménagement de l'alvéole 4 et traités dans ce rapport sont :

- terrassement en déblais de l'alvéole 4 jusqu'au toit de la Barrière de Sécurité Passive (BSP) ;
- mise en oeuvre du réseau de collecte des effluents en fond d'alvéole (géotextile, couche de forme, drains, puits de contrôle et collecteurs effluents).

Les travaux ont débuté en août 2023 et se sont achevés en avril 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PSI
- Pôle environnemental de Lannemezan Chemin des Marnières 65300 Lannemezan
- Code AIOT : 0006802706
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société PSI a transmis le 27/04/2023 un dossier de porter à connaissance, modifié le 12/06/2024, dans lequel elle présentait les aménagements envisagés au niveau de la zone 2 des déchets recevant des déchets d'amiante, correspondant à l'alvéole 4b de l'ISDND.

Initialement, une alvéole 4b était prévue et autorisée par l'APC du 24/03/2017. Sa capacité autorisée était de 104 000 m³ et de 208 000 t (densité théorique égal à 2), pour une durée de 21 ans, soit jusqu'au 05/09/2037. L'aménagement des alvéoles 3, 4a et 4b a fait l'objet de modifications en 2019, décrites dans un dossier de porter à connaissance déposé le 25/07/2019, qui ont abouti à une prise d'acte par le préfet le 27/12/2019.

La surface de fond des alvéoles 4a (ISDND) et 4b (ISDA) étaient respectivement de 845 et 1760 m².

La société PSI souhaite aujourd'hui dédier les deux alvéoles 4a et 4b aux déchets d'amiante. Au total, le volume des déchets sera de 800 000 m³ et la capacité de 850 920 t, contre 800 000 m³ et 880 336 t initialement. Selon le dossier corrigé, le volume total de déchets admis (déchets non dangereux et d'amiante) diminuerait donc de 29 416 t.

Si le tonnage admis diminue, cela est dû aussi au fait que la société PSI demande la révision de la valeur de la densité et sollicite une valeur de 1.4, plus cohérente avec la réalité et représentative des années écoulées. Ainsi, le volume et le tonnage de l'alvéole 4 (4a+4b) seront respectivement de 180 000 m³ et 252 000 t (calcul avec densité égale à 1.4), contre 104 000 m³ et 208 000 t initialement (calcul avec densité égale à 2, pour la seule alvéole 4b).

Les capacités maximales annuelles admises, 50 000 t/an de déchets non dangereux et 23 650 t/an de déchets d'amiante, et la durée d'exploitation sont inchangées.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Rapport d'incident	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R512-69	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôles préalables à la mise en service des équipements	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20	Sans objet
2	Dispositions spécifiques aux casiers dédiés aux déchets d'amiante	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 39	Sans objet
3	Dispositions spécifiques aux casiers dédiés aux déchets d'amiante	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 40	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'admission des déchets d'amiante dans l'alvéole 4 pourra débuter dès réception par l'exploitant du courrier préfectoral ad hoc.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôles préalables à la mise en service des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20
Thème(s) : Autre, Contrôles préalables à la mise en service des équipements
Prescription contrôlée : I. Avant le début de l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux d'aménagement de l'installation par un dossier technique réalisé par un organisme tiers chargé d'établir la conformité de l'installation aux conditions fixées par le présent arrêté et l'arrêté préfectoral d'autorisation notamment l'existence : - de la géomembrane et du dispositif de drainage (article 9) ; - des équipements de collecte et de stockage des lixiviats (article 11) ; - du réseau de contrôle des eaux souterraines (article 13) ; - de

plusieurs fossés extérieurs de collecte, des bassins de stockage des eaux de ruissellement et de la procédure permettant de s'assurer de la réalisation d'une analyse avant rejet (article 14) ; - des procédures et équipements permettant de respecter les conditions de l'article 16, du débroussaillage des abords du site (article 33) et du chapitre 4 du titre III (admission des déchets) ; - d'une analyse initiale des eaux souterraines et du relevé topographique prévus à l'article 17 ; - de la procédure de détection de la radioactivité visée à l'article 31.

II. Avant tout dépôt de déchets, le préfet fait procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. L'admission des déchets ne peut débuter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées.

Avant l'exploitation de chaque nouveau casier, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux d'aménagement du casier par un dossier technique réalisé par un organisme tiers chargé d'établir la conformité de l'installation aux conditions fixées par le présent arrêté et l'arrêté préfectoral d'autorisation notamment l'existence :

- de la géomembrane et du dispositif de drainage (article 9) ; - des équipements de collecte et de stockage des lixiviats (article 11).

III. Avant tout dépôt de déchets dans un nouveau casier, le préfet fait procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. L'admission des déchets dans le casier ne peut débuter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées.

IV. Pour chaque nouveau bassin de stockage des lixiviats, l'exploitant fait procéder au contrôle du parfait achèvement des travaux d'aménagement.

Le contrôle précité est réalisé par un ou des organismes tiers, indépendants de l'exploitant. Le rapport de contrôle est transmis à l'inspection des installations classées accompagné des commentaires de l'exploitant avant la mise en service du bassin.

Constats :

Les travaux effectués dans le cadre de l'aménagement de l'alvéole 4 et traités dans ce rapport sont :

- terrassement en déblais de l'alvéole 4 jusqu'au toit de la Barrière de Sécurité Passive (BSP) ;
- mise en œuvre du réseau de collecte des effluents en fond d'alvéole (géotextile, couche de forme, drains, puits de contrôle et collecteurs effluents).

Les travaux ont débuté en août 2023 et se sont achevés en avril 2024.

Le 18 juin 2024, la société PSI a informé le préfet de la fin des travaux d'aménagement de l'installation par un dossier technique réalisé par un organisme tiers chargé d'établir la conformité de l'installation aux conditions fixées par l'arrêté ministériel modifié du 15/02/2016 relatif aux installations de stockage des déchets. Le dossier comprend notamment :

- le plan du réseau de contrôle des eaux souterraines (PZ4, PZ5 et PZ6bis) ;
- le plan avec les fossés extérieurs de collecte, les bassins de stockage des eaux de ruissellement (LIX10 et EP 4.1 notamment) ;
- le relevé topographique.

Le programme de surveillance analytique a été présenté en séance. Aucun nouveau bassin de stockage des lixiviats n'est prévu dans le cadre du projet. Le prélèvement pour la mesure des fibres d'amiante sera effectué au niveau du bassin EP 4.1, isolé et séparé du bassin LIX 10. Il sera donc représentatif des déchets réceptionnés dans l'alvéole 4.

Les déchets font déjà l'objet d'une procédure d'admission, précisant notamment la conduite à

<p>tenir en cas de détection de radioactivité. Le débroussaillage est formalisé dans les procédures d'exploitation du site, tout comme les conditions d'accès au site.</p> <p>Au terme de cette visite, l'Inspection des installations classées atteste de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers et, sur la base des vérifications précitées, conclut positivement quant à la mise en exploitation de l'alvéole 4. L'admission des déchets d'amiante pourra donc débuter à compter de la date de réception du courrier préfectoral qui sera établi en ce sens.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Dispositions spécifiques aux casiers dédiés aux déchets d'amiante

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 39</p>
<p>Thème(s) : Autre, Dispositions spécifiques aux casiers dédiés aux déchets d'amiante</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante sont admis dans une installation de stockage de déchets non dangereux dans des casiers mono-déchets dédiés, sous réserve qu'ils ne contiennent pas de substance dangereuse autre que l'amiante.</p> <p>Les casiers dédiés au stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante ne sont pas soumis aux dispositions des articles 8 à 12, « le III de l'article 16 », les articles 18, 19, 21, 22, « 34, » 36 et 37. Si, sur la base d'une évaluation des risques pour l'environnement, l'exploitant établit que l'exploitation des casiers dédiés au stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante n'entraîne aucun risque potentiel pour le sol, les eaux souterraines ou les eaux de surface, et l'air ambiant, les durées prescrites fixées aux articles 35 et 38 peuvent être adaptées.</p> <p>La bande d'isolement de 200 mètres peut être réduite à 100 mètres pour les casiers de stockage recevant uniquement des déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante.</p>
<p>Constats :</p> <p>La bande d'isolement de 100 mètres pour les casiers de stockage recevant uniquement des déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante est respectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Dispositions spécifiques aux casiers dédiés aux déchets d'amiante

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 40</p>
<p>Thème(s) : Autre, Dispositions spécifiques aux casiers dédiés aux déchets d'amiante</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les casiers mono-déchets dédiés au stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, la protection du sol, des eaux souterraines et de surface est assurée par une barrière géologique dite « barrière de sécurité passive » constituée du terrain naturel en l'état répondant aux critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le fond des casiers de stockage présente une perméabilité inférieure à 1.10^{-7} m/s sur au moins 1 mètre d'épaisseur ; - les flancs des casiers de stockage présentent une perméabilité inférieure à 1.10^{-7} m/s sur au moins 0,5 mètre d'épaisseur. <p>La géométrie des flancs est déterminée de façon à assurer un coefficient de stabilité suffisant et à ne pas altérer l'efficacité de la barrière passive. L'étude de stabilité est jointe au dossier de</p>

demande d'autorisation d'exploiter.

Si, sur la base d'une évaluation des risques pour l'environnement, il est établi que l'installation dédiée au stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante n'entraîne aucun risque potentiel pour le sol, les eaux souterraines ou les eaux de surface, les exigences mentionnées aux alinéas précédents peuvent être assouplies en conséquence par arrêté préfectoral.

Constats :

Le dossier de conformité réglementaire des travaux d'aménagement de l'alvéole 4, daté du 14/06/2024, a été réalisé par la société GINGER BURGEAP.

Pour l'alvéole 4, le dossier des travaux d'aménagement démontre que la protection du sol, des eaux souterraines et de surface est assurée par une barrière géologique dite « barrière de sécurité passive » constituée du terrain naturel en l'état répondant aux critères suivants :

- le fond des casiers de stockage (6 essais) présente une perméabilité inférieure à 1.10^{-7} m/s sur au moins 1 mètre d'épaisseur ;
- les flancs des casiers de stockage (un essai talus Est) présentent une perméabilité inférieure à 1.10^{-7} m/s sur au moins 0,5 mètre d'épaisseur.

La dominante argileuse du fond de forme de l'alvéole 4 a été observée aussi bien en talus qu'en fond d'alvéole. Le contexte géologique est en outre favorable à la présence naturelle d'une BSP réglementaire au droit de l'alvéole 4.

Les pentes de talus de l'alvéole 4 ont été alignées sur celles des talus internes des alvéoles 1 et 2, aménagées précédemment dans les mêmes formations et dimensionnées par des études de stabilité. Cette hypothèse constructive a été confortée par le fait que les alvéoles 1 et 2 n'ont pas montré de signes d'instabilité depuis leur aménagement. Les études de conception de l'alvéole 4 ont donc défini la géométrie de terrassement suivante :

- cotes de crêtes de talus alvéole 4 : comprises entre environ 552 et 557 m NGF ;
- cotes de fond d'alvéole 4 (toit BSP) : comprises entre environ 535.0 en point bas (conditionnée par fil d'eau réseau effluent) et 536.2 m NGF en partie haute ;
- pentes :
 - talus alvéole 4 : ~ 55 %,
 - fond alvéole 4 : ~ 1.8 %.

La géométrie de l'alvéole n'a pas évolué significativement entre ces études de conception, les études d'exécution de SBTP et le recollement final. Le plan de récolement des terrassements de l'alvéole 4 est annexé au dossier des travaux d'aménagement. L'étude de stabilité était, elle, jointe au dossier de demande d'autorisation d'exploiter ayant abouti à l'arrêté préfectoral du 05/09/2016.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rapport d'incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R512-69

Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident

Prescription contrôlée :

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'Inspection des installations classées, un rapport

<p>d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'Inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant a informé l'Inspection d'un départ de feu au sein de l'ISDND survenu le vendredi 21 juin 2024 vers 16h40.</p> <p>Les moyens internes PSI ont permis d'éteindre le feu d'une surface approximative de 100 m². La caméra thermique a fonctionné et détecté le sinistre dont la cause serait située au niveau d'un matelas en cours de fermentation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra transmettre le rapport d'incident relatif à ce départ de feu.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>